N° 23. — 2e Série. LIBERTÉ — SOLIDARITÉ — JUSTICE 23 Juin 1880

L'ÉGALITÉ

ORGANE COLLECTIVISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT LE MERCREDI

ABONNEMENTS :
1 an, 6 fr. | 6 mois, 3 fr. | 3 mois, 1 fr. 50
1 mois, 60 cent.

BUREAUX : 28, RUE ROYALE
A SAINT-CLOUD
Bureaux de vente : 21, rue du Croissant

PRIX DU NUMERO :
15 centimes
Pour toute la France

*La conférence contradictoire dans laquelle prendront la parole le citoyen A. Talandier, député de la Seine, et le citoyen Guesde, délégué par la rédaction de l'*Egalité, *aura lieu samedi prochain, 26 juin, à 8 heures précises, salle des Ecoles, 3, rue d'Arras.*

Ordre du jour : Socialisme pacifique et socialisme révolutionnaire.

Le prix d'entrée est fixé à 25 centimes.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le produit des entrées sera réparti également entre les grévistes et la propagande socialiste.

On peut se procurer des lettres d'invitation chez les citoyens :

Raoul Canivet, 12, rue du Texel (XIVe arrond.);
Victor Marouck, 14, rue Berthollet;
Bazin, 81, rue Saint-Sauveur;
Vaidy, 4, rue Baulant (Bercy);
John Labusquière, 33, rue Denfert-Rochereau;
Faucher, 13, impasse Ménilmontant;
Et au bureau du Prolétaire, *47, rue de Cléry.*

L'AMNISTIE

L'amnistie — l'amnistie plénière — que l'opportunisme, son grand chef en tête, déclarait impossible il n'y a que quelques mois, est en voie de se faire; on pourrait dire qu'elle est faite — et par qui? — par les opportunistes eux-mêmes, par M. Gambetta en personne.

C'était à prévoir. Il était à penser que, les élections générales approchant, les républicains gouvernementaux ne voudraient pas laisser à leurs concurrents de l'extrême gauche un pareil atout dans leur jeu.

Autant aurait valu céder tout de suite la place à MM. Clémenceau, Louis Blanc et leurs amis.

Disons tout de suite que les socialistes révolutionnaires ne peuvent qu'être enchantés de ce qui arrive.

Si l'amnistie avait été faite plus tôt, en 1876, par exemple, le lendemain de la dissolution de l'Assemblée qui a signé les massacres de Paris, ou l'année dernière à l'avènement de M. Grévy, elle eut prolongé une confusion véritablement mortelle.

Le bourgeois républicain se lavant ainsi les mains du sang ouvrier répandu en 1871 et en rejetant la responsabilité exclusive sur les élus d'alors, aurait pu encore faire des dupes dans le prolétariat entraîné de la sorte à faire des distinctions politiques parmi ses exploiteurs économiques.

Mais aujourd'hui, après que la république bourgeoise s'est solidarisée par ses refus réitérés de l'amnistie, avec le bourgeois royaliste d'il y a neuf ans; après que les Le Royer, les Andrieux, les Grévy ont répété avec et après les Thiers, les Buffet et les de Broglie, que « la Commune était le plus grand des crimes, » la France peut être rouverte toute grande aux proscrits, le bagne néo-calédonien peut être vidé, nul dans la classe ouvrière ne se laissera prendre à une mesure qui — si heureuse qu'elle soit puisqu'elle va nous rendre les derniers survivants de notre grande défaite — n'est, dans les conditions où elle va être votée, qu'une *manœuvre électorale*.

A un autre point de vue encore, l'amnistie plénière qui s'apprête sera saluée avec joie par tous ceux qui comptent exclusivement sur le prolétariat organisé en parti politique distinct pour opérer son émancipation économique. C'est que cette question laissée en suspens, en laissant subsister un terrain commun entre le radicalisme bourgeois et le socialisme ouvrier, eut empêché la séparation des classes de sortir du prochain scrutin législatif.

Les vaincus de la Révolution du 18 mars rendus à la liberté, nous allons pouvoir aller aux urnes avec une préoccupation exclusive : rendre à la liberté, *amnistier* les neufs millions de salariés français, enfermés dans les bagnes capitalistes, soumis à la bastonnade des chômages et à la crapaudine de la faim.

Les élections générales de 1881, en un mot, vont pouvoir être ce qui est nécessaire qu'elles soient, une grande revendication ouvrière, une affirmation solennelle de notre prolétariat qu'il a conscience de ses droits et qu'il est décidé à les faire valoir.

A ce double titre, nous le répétons, MM. Gambetta, Freycinet et consorts, auront — quoique sans le vouloir — bien mérité de la Révolution sociale.

Un bourgeois de nouvelle venue qui ne peut manquer de se faire donner sur les doigts par la caste à laquelle le voilà inféodé, c'est M. le sénateur Corbon, rédacteur du *Rappel*. Ecoutez-le plutôt. Dans le numéro portant la date du 14, après avoir écrit — ceci à l'adresse des Gambetta niant qu'il existe une question sociale — : « Le « problème est de savoir comment les travailleurs « qui ne possèdent que leurs bras pourraient passer « de l'état de salariés à celui de co-propriétaires « des instruments de travail » — le journaliste sénatorial ajoute — ceci pour vous, prolétaires — :

« Il n'y a à ce formidable problème que deux « solutions... L'une a déjà reçu de nombreuses « applications, mais elle ne saurait se généraliser « que petit à petit. Elle exige d'ailleurs de la part « des ouvriers qui la veulent mettre en pratique « une grande persévérance, des efforts soutenus « pendant des années et *même toujours* » (une solution qui sera *toujours* à l'état d'*efforts* ! Autant dire qu'elle ne sera jamais à l'état de fait, qu'elle est irréalisable). « J entends parler de l'association « de production. »

« Quant à l'autre solution.... Elle ne se prépare « pas, à vrai dire, elle s'impose... Bref c'est en « procédant révolutionnairement et d'un coup « qu'on mettrait les instruments de travail aux « mains des travailleurs. »

« Je n'imagine pas qu'entre le système révo- « lutionnaire et celui de l'association volontaire de « production il y ait un moyen terme. »

C'est ce qui peut s'appeler une question bien posée. Non, il n'y a pas de moyen terme. Mais c'est précisément pour cela, M. Corbon, que, selon l'heureuse expression qui vous est échappée, le collectivisme révolutionnaire « s'impose ».

« L'association volontaire de production », — mais c'est la coopération. Et voici comment en parlent ses inventeurs brevetés avec garantie du gouvernement, les économistes bourgeois.

« Les sociétés coopératives de production, écrit « Lampertico dont le capital doit se former peu à « peu, sou par sou, ne sauraient convenir à des « entreprises qui exigent, dès le principe, un capital « tout formé » (et ces entreprises-là ne représentent que *toute* l'industrie)... « En admettant que « *théoriquement*, de pareilles sociétés arrivent « avec le temps à constituer un capital correspon- « dant aux conditions actuelles de l'industrie, « avant que le but ait été atteint, les fondateurs « auraient disparu... Ce qui condamne les sociétés « coopératives, c'est l'intervalle de temps qui sé- « pare inévitablement la formation du capital de « son emploi. » Cette impossibilité fût-elle écartée que — toujours d'après l'économie politique bourgeoise — » la prospérité même de ces sociétés les « conduirait fatalement à se transformer en l'une « ou l'autre des sociétés dans lesquelles le capital « possédé par les uns (capitalistes) est mis en va- « leur par les autres (prolétaires). »

Et dans leur critique mortelle de la coopération, nos adversaires ne font pas entrer en ligne de compte la *loi des salaires* qui suffirait à elle seule à éliminer la solution coopérative, puisque toujours réduits à ce qui est strictement nécessaire aux salariés pour subsister et se reproduire, les salaires baisseraient fatalement dans la proportion où les prolétaires se seraient montrés capables d'économie et d'épargne.

Point n'est besoin d'ailleurs de toutes ces raisons économiques pour comprendre que l'association de production ou la coopération n'est pas un moyen mais le but, *puisqu'elle suppose, elle exige déjà réunis dans les mêmes mains les deux facteurs de la production, le capital et le travail, actuellement séparés et qu'il s'agit précisément de réunir.*

Dire aux prolétaires, à ceux qui, de l'avis de M. Corbon, « ne possèdent que leurs bras » : le

meilleur moyen de vous procurer les capitaux qui vous manquent c'est d'associer ces capitaux que vous ne possédez pas, c'est reculer les bornes de la dérision.

Et ajouter : en dehors de ce moyen il n'y a que la reprise violente des capitaux existants sur ceux qui les ont accaparés, ou l'expropriation des expropriateurs de l'humanité, — c'est reculer les bornes de l'impudence, lorsque l'on entend faire œuvre de conservation sociale.

Car, placé entre devenir « d'un coup » au prix d'une révolution, co-propriétaire de l'outillage national, et traîner éternellement sa misère de salarié, à qui fera-t-on croire que le prolétariat puisse hésiter, un prolétariat surtout qui, comme le nôtre, a fait juin 48 et mars 71 ?

L'ouvrier Corbon devenu sénateur a donc commis un impair, à moins qu'en trahissant aussi effrontément les intérêts capitalistes confiés à sa plume de collaborateur de M. Vacquerie, il n'ait voulu se faire pardonner sa première trahison des intérêts ouvriers.

Quant aux accusations directement formulées par lui contre le collectivisme révolutionnaire, désormais convaincu d'être la seule porte de sortie de ce bagne qui est le salariat, elles méritent qu'on s'y arrête.

D'après M. Corbon — qui ne s'est évidemment pas relu — cette manière de procéder révolutionnairement « serait contraire à l'esprit de la révolution » L'expropriation de la nouvelle féodalité industrielle, commerciale et financière, « contraire à l'esprit de la révolution » qui, à la fin du siècle dernier, a exproprié la féodalité nobiliaire et ecclésiastique qui constituait « l'ancien régime ! ». La nationalisation des biens de la bourgeoisie « contraire à l'esprit d'une révolution » qui a commencé par déclarer biens nationaux, les propriétés de la noblesse et du clergé ! c'est à se demander si l'on rêve

Comme c'est à se demander si on est bien éveillé lorsque l'on voit le même M. Corbon présenter comme le plus insupportable des jougs « la loi plus ou moins radicale du collectivisme ou de la communauté, à laquelle seraient soumis tous les travailleurs » ainsi émancipés révolutionnairement. Cette communauté ou cette collectivité, mais est-ce que ce ne seront pas les travailleurs eux-mêmes, substitués aux patrons dans la possession des ateliers, usines, mines, etc , se répartissant le travail et ses produits ? Et pour admettre que des lois ou règlements, ainsi délibérés et établis par les travailleurs seuls, pussent faire peur à ces derniers, il faudrait admettre qu'il pussent avoir peur d'eux-mêmes.

Ce qui est vrai c'est que les résistances, les obstacles qu'est appelée à rencontrer — nous ne le nions pas—la solution collectiviste-révolutionnaire ne viendront et ne peuvent venir que du milieu capitaliste, de la caste qu'il s'agit de mettre au pas non pas comme on l'a prétendu avec une mauvaise foi insigne, en rejetant sur ses débiles épaules tout le poids du jour et de la chaleur supporté exclusivement aujourd'hui par le prolétariat, mais en le soumettant à l'égalité dans le travail, dans le bien-être.

Et ces obstacles, ces résistances — inévitables — la bourgeoisie, qui les a trouvés elle aussi sur le chemin de son émancipation, lorsqu'elle n'était que le Tiers, nous a appris comment on en venait à bout.

CEUX POUR QUI TRAVAILLENT

LES OUVRIERS FRANÇAIS

Le 4 juin 1880, à la Chambre des députés, M. Sourigues, avec un courage que l'on rencontre rarement parmi nos républicains radicaux ou opportunistes, a dénoncé les voleurs qui détiennent la fortune nationale et imposent leur volonté à la France.

« Tous les ministères qui ont existé chez nous depuis 25 ans — à l'exception du ministère actuel, qui est depuis peu au pouvoir et qui sur ce point ne voudra pas suivre la trace de ses devanciers — ont non seulement toléré, mais favorisé le drainage de l'épargne française au profit des importateurs de valeurs étrangères. » Et que font les gambettistes au pouvoir ? — « Au commencement de cette législature, une proposition d'enquête a été déposée à l'effet de rechercher les conditions auxquelles ces diverses valeurs ont été émises en France.... Quoiqu'elle ait été prise en considération par une commission d'initiative parlementaire, on n'en entend plus parler. Elle est demeurée à l'état de bonne intention platonique. Et depuis qu'elle dort dans les cartons, 12 ou 1,500 millions ont été encore enlevés à l'épargne française pour les engager dans des valeurs mobilières étrangères, en faisant gagner 120 à 150 millions, sinon davantage, au petit groupe de banquiers qui ont importé ces valeurs.... Tel que nous le laissons faire, ce commerce est pour notre pays un vrai métier de dupe. Tel que nous l'avons laissé pratiquer depuis 25 ans, c'est par milliards que l'on doit compter la perte qu'il a fait subir à l'épargne française, en faisant gagner, il est vrai, des centaines de millions à quelques financiers privilégiés, Français, Allemands, Grecs, Suisses et autres ; mais en ruinant des centaines de mille individus ou familles appartenant à la classe moyenne et à celle des artisans, des petits fonctionnaires, des employés et des ouvriers économes.

« Vous le savez, dans ce genre de commerce, plus la valeur à émettre est véreuse... et plus les bénéfices du lanceur d'affaire, c'est-à-dire de l'importateur, sont considérables...; je ne prendrai que deux exemples. Les emprunts du Honduras, émis en Europe, et qui ont donné lieu pendant trois ans à de nombreuses réclames publiées dans la plupart des journaux, notamment dans le *Journal Officiel*, ont rapporté, pour le gouvernement emprunteur, 10 0[0 de la somme perdue par les milliers de braves gens dont les lanceurs de l'affaire ont attiré l'épargne dans ce genre de placement. .. Les obligations des chemins de fer de la Roumélie, plus connues sous le nom de « *lots turcs*, » si on était parvenu à les placer toutes au cours où l'on voulait faire la première émission, auraient produit pour les importateurs 100 pour 100 de bénéfice, par rapport au prix réel de la construction des dits chemins. Le concessionnaire de l'entreprise reçut à lui seul 36 millions pour céder son contrat à un syndicat de banquiers, dans lequel il resta associé. A l'occasion de l'émission de ces titres, j'osai écrire dans un journal « que les lanceurs de l'affaire offriraient volontiers cinq millions de pot-de-vin à la personne qui se chargerait de leur faire accorder l'autorisation d'ouvrir en France une souscription publique de ces titres ; mais que pour accorder cette autorisation, il faudrait que le ministre fût un incapable, un vendu ou un ennemi de son pays. » Et cependant les meneurs de cette expédition de haute flibusterie firent appuyer leur demande d'autorisation par « une consultation signée des *principaux membres du barreau de Paris*.... qu'on avait très habilement choisis parmi les adversaires du gouvernement » impérial. Les avocats, républi-

---

(12) FEUILLETON DE *L'ÉGALITÉ*

LES GUERRES SOCIALES

LES PAYSANS ALLEMANDS AU XVIe SIÈCLE

X (*Suite*).

Munzer, à toutes les autres questions, opposa un dédaigneux silence On le mit à la question. Comme il laissait échapper des cris de douleur, — « Cela te fait mal, goguenarda le duc Georg, rappelle-toi ceux qui souffrent pour toi dans ce moment. » — « La chair crie, répondit le martyr, mais l'esprit se porte bien. »

On ne put lui arracher aucun aveu.

Munzer fut ensuite envoyé au comte de Mansfeld qui, tous les deux jours, le faisait mettre à la torture.

Munzer fut enfin conduit à Mulhouse où il devait être décapité.

Au pied de l'échafaud, le duc Georg reprochait à Munzer d'avoir quitté le froc et de s'être marié. Mais le landgrave : — « Pour cela, tu as bien fait, mais repens-toi d'avoir conseillé la revolte ; confie-toi à Dieu, il est grand et miséricordieux. »

Alors se produisit une scène d'une terrible et sublime grandeur. Munzer, sur l'échafaud, répondit :

— « C'est à moi à vous donner des conseils. Je vous engage à être bons, justes et équitables pour les pauvres et pour les faibles. Lisez souvent la Bible, surtout le livre des Rois et Samuel. Ne croyez pas que tout cela durera. Un jour, à moins que vous ne soyez éclairés par l'Evangile, je serai vengé. J'ai voulu de trop grandes choses ; mais patience ! un homme comme moi ne meurt pas ! »

Et le martyr, calme et tranquille, posa sa tête sur le billot Les princes étaient, malgré eux, tombés à genoux devant leur victime. La tête de Munzer fut exposée sur un poteau.

« *Un homme comme moi ne meurt pas*, » s'était écrié Thomas Munzer. Certes non ; il est éternellement dans la mémoire des pauvres et des déshérités de tous les pays. — Prolétaires du XIXe siècle, n'oubliez jamais le grand martyr Munzer.

Pfeifer fut, lui aussi, décapité ; il refusa de se confesser et mourut stoïquement.

Il avait quitté Mulhouse avec deux cents fidèles ; des cavaliers ennemis avaient rejoint la petite troupe. Après une résistance héroïque, Pfeifer avait été fait prisonnier ainsi que quatre-vingt-dix autres de ses compagnons.

Lors de l'entrée des princes dans Mulhouse, les fortifications avaient été rasées et la ville avait dû payer 40.000 florins d'or. Les chefs des insurgés avaient été décapités. — La femme de Munzer, amenée au camp des princes, servit de jouet à d'ignobles soudards. La malheureuse était enceinte. Comme elle suppliait qu'on lui donnât une arme pour se tuer, un soldat la jeta à terre et la viola sous les yeux de ses camarades. Quand le soldat eût consommé son ignoble action, la femme de Munzer était morte.

XI

Les paysans français, avons-nous dit, semblaient près de prendre part au mouvement. Aussi, le duc de Guise voulut-il attaquer les paysans alsaciens et couper court ainsi à la contagion révolutionnaire.

A la tête d'une armée de 30,000 hommes, il quitta Nancy, le 8 mai 1525. Bientôt il arriva à Sarreguemines; 4 000 paysans se trouvaient à Lupfstein, près de Saverne. Attaqués inopinément, ils succombèrent malgré une résistance héroïque. Le village fut incendié.

Les paysans de Saverne furent abattus à la nouvelle de cette défaite. Erasme Gerber proposa au duc de laisser les paysans se retirer, après avoir rendu leurs armes. Accepté. Mais les soldats, sous un prétexte futile, tombèrent sur les insurgés désarmés et les massacrèrent. La tuerie fut horrible. Les rues de Saverne, changées en rivières de sang, furent pendant plusieurs jours impraticables. Près de 20,000 hommes, femmes, enfants furent égorgés. Les soudards violèrent toutes les femmes, sous les yeux des parents et des maris.

Erasme Gerber avait été fait prisonnier. Le duc le fit pendre, après l'avoir préalablement torturé.

Les paysans de la haute et de la basse Alsace voulurent venger les morts de Saverne. Réunis près de Scherwiller, au nombre de 10.000, ils résolurent d'empêcher la retraite du duc.

Les paysans furent encore trahis et les lansquenets s'emparèrent du village qu'ils incendièrent. Six mille paysans avaient à soutenir le choc d'une armée de trente mille soldats. Au bout d'une heure, mille paysans restaient seuls debout; l'ennemi avait perdu trois mille hommes. Les mille survivants de l'héroïque horde purent s'échapper.

Le duc de Guise fit décapiter 300 prisonniers. De retour à Nancy, il fit saisir plusieurs prédicateurs français, parmi lesquels Schuch qu'il fit brûler vif le 19 août 1525. (*A suivre.*)

cains ou bonapartistes, sont toujours prêts à fournir, moyennant quelques pièces de cent sous, leurs arguties légales aux larrons de la finance.

« En Angleterre, lorsque après l'enquête de 1875 on a réclamé des mesures contre les scandaleux abus de ce commerce, notamment la publication des conditions faites par les Etats emprunteurs aux concessionnaires de leurs emprunts, il s'est trouvé jusque dans le parlement des hommes, comme M. le baron Nathaniel Rothschild, pour protester contre cette proposition. » — Pardieu ! la source la plus pure de la colossale fortune des Rothschild est le commerce des emprunts étrangers. Ce sont les Rothschild qui, jusqu'à ces derniers temps, ont placé en Europe tous les emprunts russes, et le diable Juif sait avec quels profits. O la belle dégringolade européenne quand la Russie révolutionnaire se déclarera en banqueroute pour refaire ses finances, comme la France du siècle dernier. M. Disraeli, qui s'y connaît, disait, lors de la guerre russo-turque, que « la banqueroute de l'empire ottoman serait une morsure de puce (*flees' bite*), comparée à la banqueroute de l'empire russe. »

Mais que faire contre les Philippart, les Rothschild, les Denormandie; ils savent mettre « les bâillons d or qui étouffent la voix des personnes qui seraient disposées à crier : gare! et à prendre la défense des intérêts du pays et du public. » La corruption et la vénalité sont à leur apogée dans notre belle civilisation capitaliste. Un procès correctionnel apprit à quelles négociations durent se livrer les lanceurs du prétendu chemin de fer Transcontinental-Memphis. Ils tripotèrent « jusque dans les salons même du ministère des affaires étrangères....; et on a vu qu'en prévision des bénéfices exorbitants qu'ils espéraient retirer de la souscription des *bonds*, ils avaient consenti à payer 776,000 fr. le concours d'un seul individu, qui était, il est vrai, un haut fonctionnaire de l'Etat..... » A ce coup, les députés n'y tiennent plus : Aux voix! aux voix! vocifèrent-ils. Dévoiler ainsi les secrets d'Etat, quel crime!

Et que propose M. Sourigues pour mettre un terme a ces coquineries qui ont fait gagner aux « importateurs de ces valeurs des centaines de millions en faisant perdre des milliards au public », que l'on prélève un droit sur les valeurs étrangères ou qu'on les débarrasse de l'autorisation préalable, pour qu'elles puissent se multiplier librement. O boiteuse et impotente conclusion !

Que des ouvriers, qui créent cette richesse que les financiers volent, poussés par la faim et les insultes des patrons, frémissants, se mettent en grève, envahissent un atelier, brisent des machines, et toute l'armée, et toute la gendarmerie, et toute la police, et toute la magistrature, et tout le personnel des prisons et des bagnes, se dressent pour défendre les droits sacrés de la propriété. Mais que les chenapans de la finance, « capables de tout et bons à rien », selon le mot de Berryer, fassent perdre à la France des milliards, pour empocher des centaines de millions, et un législateur comme M. Sourigues, qui est néanmoins un phénomène parmi tous ces républicains, salariés par la nation pour défendre les intérêts de la nation, ne trouve que ce châtiment pour leurs crimes : « Qu'ils gardent cet argent, soit; si c'est leur métier de gagner à ce commerce le plus qu'ils peuvent... » et toute cette cohue de députés de crier aux voix! aux voix !....

Et cependant, sous l'ancienne monarchie, il s'est trouvé des ministres, des Sully, des Colbert, qui ont osé instituer des lits de justice « afin que les malversations des officiers comptables et des gens d'affaires ne demeurassent pas impunies, » (*Edit de 1625*) et pour poursuivre « une espèce de gens auparavant inconnus, qui ont exercé des usures énormes, en faisant un commerce continuel des assignations, billets et rescriptions..... les fortunes immenses et précipitées de ceux qui se sont enrichis par ces voies criminelles, l'excès de leur luxe et de leur faste, qui semble insulter à la misère de la plupart de nos autres sujets, sont déjà, par avance, une preuve de leurs malversations, et il n'est pas surprenant qu'ils dissipent avec profusion ce qu'ils ont acquis avec injustice. Les richesses qu'ils possèdent sont les *dépouilles de nos provinces, la subsistance de nos peuples et le patrimoine de l'Etat* Bien loin qu'ils en soient devenus les légitimes propriétaires, ces manières de s'enrichir sont *autant de crimes publics* que les lois et les ordonnances ont tâché de réfréner dans tous les temps... » (*Chambre de justice de 1716*) — Est-ce que parce que les sujets français sont devenus des citoyens, est-ce que parce que, au lieu d'un Louis XIV ou d'un Régent, nous avons un Gambetta, l'immunité la plus absolue couvrirait les financiers dont les fortunes immenses et précipitées sont les dépouilles de nos provinces, la subsistance des ouvriers, le patrimoine de la nation ?

Mais où sont donc ces fougueux républicains bourgeois, qui, sous l'empire, trompettaient qu'ils feraient rendre gorge aux coupe-jarrets de la finance bonapartiste quand ils arriveraient au pouvoir ? Eux ou leurs amis se carrent cependant aux ministères, et M. Haussmann se voiture tranquillement aux Champs-Elysées, M. Rothschild fume de délicieux cigares sous les ombrages de Ferrières, M. Pereire est inscrit pour des millions sur le budget de la nation !.....

La nation ouvrière ne travaille et ne produit; la bourgeoisie industrielle et commerciale ne dérobe aux producteurs les fruits de leurs labeurs, leur laissant seulement le strict nécessaire pour qu'ils puissent reproduire leurs force-travail, que pour que la France financière composée au plus de quelques centaines de vauriens, que Richelieu voulait que l'on traînât tous les dix ans devant une chambre de justice, puisse monopoliser la fortune nationale et la gaspiller dans des profusions inouïes. La Finance que l'ancienne monarchie, malgré ses lits de justice et l'énergie de ses grands ministres, ne put dompter, est aujourd'hui souveraine maîtresse, et il n'y a pas un homme d'Etat bourgeois, républicain ou monarchiste, qui oserait porter la main sur un de ses privilèges.

La convention républicaine de Chicago vient de désigner comme candidat à la présidence des Etats-Unis, M. Garfield, sénateur de l'Ohio.

Notre intention n'est pas de rentrer dans le détail des fraudes qui accompagnent le choix du président à présenter aux électeurs américains ; elles n'ont d'analogues que celles qui accompagnent l'élection papale — nous ne parlerons que de l'élu, M. Garfield.

Toute la presse républicaine française a bien accueilli ce choix, on ne pouvait attendre rien autre de son ignorance. Mais la *Justice*, dont le directeur, M. Clémenceau, a passé plusieurs années à New-York, devait être mieux renseignée : cependant dans son numéro du 11 juin elle dit : « Cette fois encore, les politiciens des Etats-Unis, contre lesquels s'élèvent tant d'accusations, ont fait choix d'un *honnête homme*... la convention ne pouvait faire un meilleur choix » pour effacer le souvenir de la « déplorable administration de l'ancien président (le général Grant). L'immoralité gouvernementale, les dilapidations avaient été pratiquées avec trop de sans gêne pour n'avoir pas laissé de traces. Chacun se souvenait du retentissant procès dans lequel fut impliqué un des principaux lieutenants du général. »

Le 9 mai 1880, le *Sun* de New-York publiait un article intitulé *G Garfield*. Le *Sun* est dirigé par M. Dana, un des hommes marquants du parti républicain, qui pendant des années dirigea la *New-York Tribune* et qui, sous l'administration de Lincoln, fut sous-secrétaire d'Etat.

« ... M. Garfield, dit le *Sun*, devint l'avocat et l'apologiste de ces énormes subsides et concessions de terre, qui livrèrent aux corporations et aux *Ring* (associations des gros spéculateurs) des millions d'acres du domaine public et des dizaines de millions de dollars des caisses de l'Etat. Ces subsides et ces concessions peuvent être considérés, comme le commencement de la corruption organisée qui fleurit sous l'administration de Grant. Garfield vota pour tous les tripotages, il était dans toutes les iniques machinations mises sur pied pour contrôler les comités. »... « La construction de l'*Union Pacific Railroad* donna lieu à une fraude gigantesque. » Une société, le *Crédit mobilier*, organisée sur le plan de la célèbre société française fut la cheville ouvrière de cette fraude gigantesque. Les dilapidations furent si impudentes que le public s'en émut et que Elihu Washburne fit une motion dans le Congrès Américain pour y mettre un terme. Mais Colfax, le président du Congrès, et une des créatures du *Ring*, paralysa ce mouvement par des intrigues parlementaires. Et pendant ce moment de répit, le *Ring* s'occupa d'acheter des membres du Congrès. « Nous avons besoin *d'avoir des amis* au Congrès » dit une des lettres saisies. L'enquête instituée, prouva que Garfield était un de ces *amis* que se procura le *Crédit mobilier*. — Dans une autre affaire — celle du pavage de la ville de Chicago — Garfield, alors membre du *Washington Ring*, fit traiter la ville avec une société qui lui donna un pot-de-vin de cinq mille dollars (250.000 fr.) — Nous passons sous silence les autres titres de M. Garfield au respect et à l'estime des financiers français. Mais voici la conclusion de l'article du *Sun* :

« Il serait facile d'allonger ce honteux compte-rendu et de montrer que dans tous les cas de législation vénale, le nom de Garfield se trouve parmi ceux des tripoteurs et des voleurs. On ne peut nier ces faits ; ils se dressent pour témoigner de son déshonneur, qu'il demeure dans la vie publique, ou qu'il s'enfuie dans un exil forcé. »

Le 9 mai le *Sun* écrivait cet article, et le 6 juin Garfield, avec l'aide du même E. Washburne qui l'avait dénoncé, fut choisi pour le candidat à la présidence et A. Chester, le patroné des amis de Grant, pour candidat à la vice-présidence. Ah ! c'est que, avec la reprise des affaires, les tripotages vont recommencer, et les financiers républicains des Etats-Unis veulent avoir au pouvoir des hommes éprouvés, c'est ainsi que M. Rothschild a vu nommer à la présidence de notre Sénat, son commis, M. Say. Tous les gouvernements des pays à civilisation capitaliste qu'ils soient despotiques comme l'Allemagne, constitutionnels comme l'Angleterre et la France, républicains comme les Etats-Unis et la Suisse, sont dominés par la Finance, et les hommes politiques qu'ils s'appellent Bismark, Grant ou Garfield, ne sont que les humbles servants des manieurs d'argent.

JUIN 1848

Aujourd'hui revient le trente-deuxième anniversaire de la célèbre insurrection socialiste.

Nos lecteurs ont pu lire dans l'*Egalité* — et peuvent lire dans l'œuvre consciencieuse de notre ami et collaborateur Victor Marouck — la vérité exacte sur cette deuxième défaite du prolétariat français.

Tout ce qui a été publié en France sur ces sanglantes journées est connu de nos lecteurs. — Nos amis de l'étranger ont apprécié comme nous le caractère socialiste de ce mouvement et c'est avec la plus vive satisfaction que nous reproduisons, en commémoration de cet anniversaire, l'article ci-dessous paru il y a quelque temps en langue russe dans l'organe révolutionnaire *Hromada* (la Commune) :

EN MÉMOIRE DES JOURNÉES DE JUIN (1)

C'était il y a trente ans.

Le Paris ouvrier se couvrit de barricades. — Les 40,000 prolétaires de la grande cité avaient dé-

(1). Cet article est dû à la plume du citoyen Raïl.

claré qu'ils préféraient mourir en défendant leur droits imprescriptibles que de crever de faim sur un grabat.

Devant cette alternative on ne pouvait hésiter.

De là la révolte des affamés.

L'ouvrier défendait donc son existence et le pain quotidien de sa famille dont on l'avait privé au profit des riches.

Les affamés menacés par les soldats de l'ordre nous ont laissé un testament.. mais ils n'avaient pu nous laisser un programme détaillé tant ils avaient hâte d'en finir avec ces oppresseurs ou de mourir les armes à la main... Que demandaient ces gens de somme?

Deux choses : du pain et du travail.

Admettons que le pain n'est pas créé pour tout le monde, mais le travail, n'y en a-t-il toujours pas assez pour pouvoir gagner productivement une suffisante partie du surplus que possèdent ceux qui ne travaillent pas?

Hommes insensés, ils combattaient pour leur « droit au travail ! »

Insensés et ingrats, comment ne savaient-ils pas que la généreuse bourgeoisie, la grande bourgeoisie leur reconnait le *droit exclusif* au travail depuis les temps immémoriaux?

Qu'est-ce que le droit au travail qu'elle leur reconnait ? — c'est le droit sacré et imprescriptible des ouvriers de travailler pendant toute la vie au profit des capitalistes dans les périodes où ils voudront décupler leurs richesses et d'attendre, affamés, lorsqu'ils ne jugeront pas possible de leur jeter même un morceau de pain.

Nous autres révolutionnaires socialistes, nous sommes venus après eux et nous n'oublierons pas qu'ils nous avaient laissé une tâche à remplir, mais ce n'est pas le « droit au travail » que nous exigeons et ce n'est pas pour la conquête de ce droit que nous lutterons ! Non!

Désormais nous arracherons au monde bourgeois, à ce monde d'exploitation, de fourberie, de lâcheté et d'hypocrisie « *le droit au capital.* » Voilà ce que nos devanciers martyrs n'avaient pas eu le temps de bien formuler et nous venons combler cette lacune. car c'est cela que nous réclamerons.

Et nous allons conquérir ce droit avec des flots de notre sang. Eux ils sont tombés, baignés dans leur sang, sur le champ de bataille. Nu-pieds, le corps amaigri, couverts de haillons, avec de mauvais fusils dans leur honnêtes mains musculeuses, sans chefs expérimentés, souffrant la faim et la soif, ils se sont battus comme des lions pendant les mémorables journées des 23, 24, 25 et 26 juin. Ils ont pu, grâce à leur désespoir inextinguible, rejeter les attaques furieuses de l'armée de l'ordre commandée par des généraux passés maitres dans l'art des massacres.

Le 25 juin, le dictateur Cavaignac, s'appuyant sur le décret féroce de la Constituante, a osé dire aux héros des barricades : « Frères égarés ! la République vous ouvre ses bras ! Rendez-vous ! »

Il n'a pas dit laquelle, car à cette époque il y en avait aussi de plusieurs sortes, — mais ils se sont rendus.

Ces héros ont eu confiance dans la parole d'un soldat français, donnée en face de la France et de l'Europe : Ils ont mis bas les armes.

Quel a été le résultat de leur confiance et de leur soumission?

On l'a vu le lendemain.

Des arrestations en masse, la déportation et l'exil, voilà le bilan du gouvernement libéral de la bourgeoisie. Les « frères égarés » ont compris, mais un peu tard, qu'il ne fallait pas se fier à l'honneur d'un exécuteur des hautes œuvres de la bourgeoisie.

Mais avant d'être déportés, ces courageux lutteurs pour la liberté ont eu à souffrir toutes les horreurs des prisons et des casemates. Empilés dans les caves des Tuileries et dans les étroites prisons des forts, ils souffraient de la faim, de la soif, et étouffaient dans une atmosphère fétide, empestée par toutes sortes d'émanations nauséabondes.

Les bourreaux gardaient leur proie.

Lorsque les détenus suppliaient de leur donner de l'eau et tendaient les mains à travers le grillage de fer des portes, les factionnaires leur coupaient les doigts avec leurs sabres.

C'était la douce étreinte de la République bourgeoise, qui ne demandait pas mieux que de vendre la France, pour sa plus grande sécurité, au bandit de Strasbourg.

Mais ces courageux martyrs n'ont pas eu un instant de faiblesse; ils ont compris le piège qu'on leur a tendu, et ils n'en ont pas moins crié : « *Vive la République sociale!* »

L'avenir donnera réponse à ce cri. Cette réponse est pleine de menace pour la bourgeoisie !

Hier, la victoire a été, en effet, du côté des classes dirigeantes, mais demain la fortune peut les trahir!

Et alors!...

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. —Dimanche dernier, a eu lieu le scrutin de ballottage pour l'élection du conseiller municipal du quartier du Père-Lachaise.

Le forçat Trinquet a obtenu 2.358 voix, son concurrent, un radical quelconque, M. Letalle, n'en a réuni que 1897.

C'est donc avec une majorité de cinq cents voix que, dans l'arrondissement de M. Gambetta, les électeurs se sont prononcés non seulement pour cette amnistie à laquelle, la main forcée par les évènements, le gouvernement vient de se rallier, mais encore pour les idées socialistes révolutionnaires que représente le nom de cet ouvrier, ancien membre de la Commune, depuis huit ans au bagne.

—La Commission de la grève des charrons de la Seine a voté, à l'unanimité, la continuation de la grève.

Elle prie les ouvriers charrons qui se sont retirés en province d'y rester jusqu'à ce que la Commission exécutive de la grève les invite à revenir par une note insérée dans les journaux. Cela est très important en ce moment; en effet les plus importantes maisons ont adopté les conditions des grévistes, et déjà, pour les autres, le manque d'ouvriers se fait sentir.

— Les ouvriers imprimeurs lithographes de la maison Pichot, ont demandé que les tirages inférieurs à 500 ne fussent pas exécutés aux pièces et que ce travail fût rétribué à la journée; n'ayant pas obtenu satisfaction, ils ont quitté les ateliers. Dans une réunion provoquée par M. Pichot, la chambre des patrons imprimeurs a nommé une commission arbitrale devant s'entendre avec les délégués des ouvriers.

— La Chambre syndicale de la bijouterie en or a adhéré à l'Union fédérative et a repoussé le projet de la caisse de retraites de M. Nadaud comme étant un leurre pour le prolétariat.

— Recommandé à l'attention de ceux qui trouvent que tout est pour le mieux en régime d'exploitation capitaliste. Nous apprenons que dans une maison du quai Jemmapes travaillant en ce moment-ci pour le gouvernement, le patron, assurément républicain, se serait vu accorder par l'autorité le droit de faire travailler ses hommes de peine autant et aussi longtemps que son intérêt de patron et ses commandes actuelles l'exigeraient et cela sans aucune augmentation de salaire.

Amiens. — Les ouvriers de la maison Collet-Dubois, rue Vascosan, à Amiens, se sont mis en grève.

Leurs délégués se sont présentés à la préfecture, où ils ont été reçus par M. le secrétaire général qui leur a sans doute répondu que l'administration ne pouvait rien pour eux et que les patrons ont tous les droits.

Bordeaux. — L'entente n'a pu s'établir entre les patrons et la délégation des ouvriers charpentiers. La réunion des ouvriers, à l'unanimité de 250 membres, déclarant inacceptables les propositions des patrons, a refusé très énergiquement les prix offerts et résolu de continuer la grève.

Creusot. — Les ouvriers maçons et couvreurs du Creusot ont dû se mettre en grève, lundi dernier.

Ils proposent aux entrepreneurs d'établir le prix de la journée normale d'un ouvrier maçon ou couvreur à 50 cent. l'heure pour une journée de dix heures.

Jeumont. — La démarche que les patrons de Jeumont ont faite près des ouvriers n'ayant abouti à rien, la grève continue.

Lille. — La suspension du travail dans les industries métallurgiques de Lille est commencée. Les patrons ayant annoncé la fermeture de tous les ateliers si l'interdit dont les ouvriers avaient frappé quatre établissements n'était pas levé, les ouvriers ont pris les devants dans plusieurs usines et abandonné le travail; la guerre est entamée, ils paraissent résolus à se défendre énergiquement.

— M. Leplot, fondeur en fer, rue du Blanc-Ballot, à Lille, dont l'atelier avait été mis en interdit, vient d'annoncer à ses ouvriers qu'il accepte la réduction de la journée à dix heures de travail, avec le salaire actuel.

Mais les principaux constructeurs et fondeurs ont fermé samedi soir leurs ateliers.

Les ouvriers ont réclamé, n'ayant pas été prévenus régulièrement leur huitaine ou leur quinzaine, conformément aux usages du pays. L'affaire est actuellement soumise au conseil des prud'hommes.

Si les ouvriers obtiennent gain de cause, les industriels rouvriront leurs ateliers, mais pour huit jours seulement.

Environ 2,000 ouvriers sont sans ouvrage,

— Le directeur de l'usine de Fives, usine qui occupe deux mille ouvriers, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, a fait aux ouvriers les propositions suivantes :

1° Journée de dix heures, à raison de 40 centimes l'heure ; avec obligation de travailler une onzième heure, laquelle serait payée 50 0[0 en plus, soit 60 centimes.

2° Journée de onze heures. — Salaire 40 centimes pour les dix premières heures ; 60 centimes pour la onzième heure ; 60 centimes pour les heures supplémentaires.

Les ouvriers n'ont pas encore répondu.

— La corporation des ouvriers chaudronniers en fer a adressé aux travailleurs français l'appel suivant :

Citoyens,

La corporation des ouvriers chaudronniers en fer, de Lille, ayant demandé la réduction de la journée à dix heures de travail, au lieu de onze et onze heures et demie que nous faisons actuellement, nous nous sommes unis pour frapper d'interdit nos patrons, au fur et à mesure que nos ressources nous l'auraient permis.

Nos patrons en ont décidé autrement ; ils nous ont mis en huitaine, et tous les ateliers seront fermés le 17 juin courant.

La corporation a décidé de maintenir haut et ferme le drapeau de la revendication des travailleurs, mais nos ressources sont très minimes pour la corporation. Aussi, c'est pourquoi nous faisons un appel à nos frères les travailleurs, à seule fin d'atténuer les misères que l'arrêt du travail fera surgir demain.

Travailleurs, nous comptons sur vos secours, comme vous pouvez compter sur nous, pour la défense de nos droits communs à tous.

Salut, fraternité et justice.

Le secrétaire, Drassart; le président, E. Lagache; le trésorier, L. Duvivier.

Nota. — Tous les travailleurs sont priés d'informer tous nos frères de la corporation de ne pas se diriger sur Lille en ce moment, pour ne pas entraver nos revendications.

Adresser les fonds au citoyen Duvivier, et la correspondance au siège de la chambre syndicale des chaudronniers en fer, de Lille, rue de Paris, 144, Lille (Nord).

— D'après les journaux de Lille, la reprise des travaux des ouvriers pendulliers a eu lieu lundi dans la section de Consolre.

La grève, commencée le 3 mai, a donc duré plus d'un mois.

Lyon. — Comité fédéral du parti ouvrier de la région de l'Est.

Les corporations, chambres syndicales, associations, groupes, etc., sont prévenus que le Congrès régional aura définitivement lieu le 10 juillet au théâtre de la Croix-Rousse (Lyon).

Les associations ouvrières et groupes sont invités à hâter la nomination de leurs délégués et à en faire connaître les noms au Comité fédéral autant que possible avant le 5 juillet.

Le siège du Comité est rue Port-du-Temple, 7.

Une boîte est installée dans l'allée.

Pour le Comité fédéral :

Le secrétaire,

BRUGNOT.

— Les ouvriers maçons de Lyon sont toujours en grève. La commission de la grève a adressé aux intéressés la déclaration suivante :

« Citoyens, malgré la fermeture des chantiers, la corporation se disperse et lundi il ne restera presque plus de maçons à Lyon. Nos patrons qui croient nous réduire en nous fermant les portes des chantiers, se sont trompés en disant que nous n'étions pas dans la voie de la conciliation. L'année dernière nous avons baissé de cinq

du cent sur notre demande mais aujourd'hui nous la maintenons intégralement. »

La chambre syndicale des ouvriers maçons fait un appel à toutes les chambres syndicales et aux corporations pour être aidée dans la lutte entreprise.

Marseille. — La grève des ouvriers marbriers de Marseille se maintient. Les ouvriers ont adopté, après discussion, une proposition tendant à ce « que le prix de la journée soit augmenté d'un franc et que les travaux à façon soient abrogés ». Les membres présents étaient au nombre de 175 ; ils ont pris l'engagement de se rendre solidaires des mécontentements qu'auraient à subir les ouvriers marbriers de la part des patrons.

Les délégués des chambres syndicales se sont réunis samedi dernier à l'effet de former un comité chargé de venir en aide aux marbriers grévistes.

Les chambres syndicales sont unanimes à déclarer le bien-fondé de la grève.

Montluçon. — Samedi 17 courant a eu lieu à l'Hôtel-de-Ville de cette vaillante commune une première conférence publique organisée par nos amis du *Cercle Républicain* au profit de l'*Egalité* et du *Prolétaire*. Le sujet à traiter par notre collaborateur, le citoyen Guesde, arrivé de Paris le matin, était : *La presse bourgeoise et la presse ouvrière* ; et le conférencier avait déjà démontré le néant — au point de vue ouvrier — des réformes exclusivement politiques poursuivies par la presse bourgeoise la plus radicale, lorsque des interruptions se sont produites qui ont achevé de rendre la réunion tout à fait instructive. Elles ont permis en effet d'établir contradictoirement que les travailleurs ne seraient libres que lorsqu'ils posséderaient l'instrument de leur travail, que cette possession ne saurait être individuelle mais collective ou nationale, et qu'en employant la force à un moment donné pour opérer ce retour à la nation de tout l'outillage existant, le quatrième Etat ne faisait que suivre l'exemple du Tiers-Etat qui n'a dû son affranchissement qu'à une série d'insurrections commençant au 14 juillet 1789 pour finir au 4 septembre 1870. Et les applaudissements qu'a soulevés cette démonstration à la fois économique et historique ont prouvé aux tristes champions de la bourgeoisie Montluçonnaise — MM. Deboutin, conseiller général, Beaudot, conseiller municipal, et Delinières, rédacteur en chef de la *Démocratie bourbonnaise*, que la classe ouvrière dans le Bourbonnais comme ailleurs, prenait conscience de ses intérêts et de ses droits, et que le règne des politiciens touchait à son terme.

Le programme des travailleurs socialistes, tel qu'il a été adopté par l'*Egalité*, a été acclamé et l'on s'organise, d'ores et déjà, pour le faire sortir triomphant des prochaines élections générales.

Dimanche 20 a dû avoir lieu une autre conférence du citoyen Guesde, à l'ancien café de la Violette, sur : *Le but de la révolution sociale.*

Nîmes. — La grève des cuvrières fileuses de Nimes, au nombre de 2,000 environ, est terminée.

D'autre part, les nombreux ouvriers chapeliers de la même ville viennent de se mettre en grève. Ils demandent une augmentation de dix centimes par heure, soit un franc par jour.

Reims. — Une nouvelle grève s'est déclarée à Reims. 250 tisseurs ou fileurs ont quitté les ateliers de M. Lemoine, fabricant. C'est toujours la question des douze heures qui les divise. Tous les livrets ont été déposés au commissariat du deuxième canton. Le sous-préfet et le commissaire central se sont rendus à l'établissement.

Saint Servan. — La grève des ouvriers plâtriers de Saint-Malo et de Saint-Servan persiste. Des ouvriers de Paris auraient été mandés ainsi que des ouvriers anglais pour remplacer les grévistes. Il est fâcheux que le défaut de solidarité d'ouvriers vienne ainsi en aide aux patrons; que de grèves qui n'ont échoué que pour ce motif.

Toulouse. — Les ouvriers forgerons viennent de se mettre en grève. Ils demandent une augmentation de salaire et une heure de moins de travail.

—

ETRANGER

Allemagne. — Une bonne farce que nos amis d'outre-Rhin viennent de jouer à la police bismarckienne.

Un libraire de Magdebourg avait fait imprimer un opuscule sous le titre « La victoire des socialistes ». Le titre était fait pour allécher les ouvriers, d'autant plus que le prix n'en était que de douze centimes, mais le titre seul était bon : le texte n'était qu'un tissu d'absurdités. Il va sans dire que la police, loin de faire obstacle à sa publication fit au contraire tous ses efforts pour propager cette brochure. Les socialistes de cette ville, des malins, s'empressèrent de faire imprimer une autre brochure du même format, du même prix et avec le même titre, mais dont l'esprit socialiste — cela va sans dire — était excellent. De sorte que « La victoire des socialistes » a été non-seulement propagée sous les yeux de l'autorité, mais a encore été répandue par celle-ci, gratuitement, à un grand nombre d'exemplaires! — Bien joué !

Angleterre — Depuis ces dernières années un grand changement s'est opéré dans le peuple irlandais. On le voit à l'attitude que les fermiers ont prise envers les landlords, et à l'agitation agraire. Autrefois, croyant à l'existence d'une sorte de droit des lords sur le sol, les fermiers se plaignaient des « méchants » propriétaires en louant les bons, aujourd'hui ils savent, ils ont appris que le monopole du sol n'est et ne peut être qu'une usurpation. Rien de plus naturel du reste. L'étroitesse de vue, l'ignorance presque complète de ce pauvre peuple sous l'influence morale des prêtres qui leur prêchent la soumission éternelle, tout cela ne pouvait pas ne pas les tenir dans l'asservissement

Viennent des orateurs enthousiastes, des meneurs énergiques qui leurs parlent un langage nouveau et compréhensible, surtout en leur montrant les moyens de sortir de leur situation sans blesser la justice, et en leur démontrant qu'ils ont été jusqu'à présent les dupes d'exploiteurs avides, et qu'il est indigne d'êtres humains de remplir plus longtemps les fonctions de bêtes de somme, et c'en sera fait du régime propriétaire.

Nous croyons que l'abolition de la « tenure » suivant l'expression qui se trouve dans le discours de Michael Davitt, veut dire l'abolition du landlordisme, la suppression de la propriété féodale et individuelle « Si le peuple irlandais veut réellement résoudre la question agraire, il doit couper le mal par la racine et détruire le système landlordiste. au moyen duquel le sol de l'Irlande a été d'abord confisqué et ensuite volé au fermier » Ces simples paroles de M. Parnell ont été accueillies au meeting de Navan avec un enthousiasme inexprimable.

La révolution est proche en Irlande.

Un fermier à Loughrea a refusé de payer d'avance la rente pour le terrain qu'il tenait. On l'a chassé ; aussitôt a paru une proclamation annonçant que « quiconque prendra, touchera, louera ces champs, perdra la vie » Il est probable que cet exemple sera suivi par d'autres.

Les meeting augmentent, et se propagent partout.

Autriche-Hongrie. — Les menuisiers de Buda-Pesth sont en grève ; dans une réunion, ils ont formulé ainsi leurs réclamations : journée de travail limitée à 10 heures; fixation des salaires à 9 guldens (18 francs) par semaine.

Les patrons refusent catégoriquement en donnant pour prétexte la nécessité de soutenir la concurrence. Les ouvriers ont répondu par une grève générale.

Les tisserands de Brünn ont publié un appel à leurs confrères autrichiens, pour les inviter à s'organiser en fédération de métier et se conformer ainsi à la résolution du Congrès de Pesth relative à l'organisation du prolétariat en parti distinct. Des délégués vont être nommés dans les fabriques et seront appelés à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. La condition actuelle des tisserands de l'Autriche ;
II. Le travail des femmes et des enfants;
III. Le contrat des salaires ;
IV. La médiation entre patrons et ouvriers;
V. Les jugements professionnels.

Belgique. — Les ouvriers socialistes belges viennent de tenir leur « congrès annuel » à Bruxelles.

En attendant les détails que nous a promis notre correspondant, voici les résolutions qui ont été prises .

Le « Congrès annuel du parti des ouvriers socialistes belges » a pris les résolutions :

I. Le conseil général se tiendra l'année prochaine à Gand, et dans trois mois un congrès se réunira à Anvers, afin de discuter les résolutions proposées pour l'organisation du parti.

II. On organisera une agitation pour obtenir des modifications dans la loi sur les caisses de secours.

III. En janvier 1881 sera convoqué un congrès universel des mineurs.

IV. On publiera et distribuera au frais du parti un compte-rendu des conditions hygiéniques des ateliers et mines.

V. Le parti réclame l'organisation d'associations ouvrières.

VI. La question de la suspension du travail est ajournée au congrès prochain ; pendant ce temps deux membres du parti sont chargés d'étudier cette question, les résultats de leurs travaux seront publiés au frais du parti.

VII. Une agitation énergique sera commencée pour obtenir le suffrage universel.

VIII. Un congrès socialiste universel sera convoqué prochainement.

IX. Tous les groupes étrangers, appartenant à leur parti socialiste national respectif, seront considérés comme solidaires du « parti socialiste belge » pourvu que leur programme et leur tendance ne soient pas en opposition directe avec le programme et les tendances du parti.

Etats-Unis. —Denis Kearney, condamné par le tribunal supérieur de la Californie à la détention ou prison pour un temps déterminé vient d'être acquitté en appel, grâce sans doute au mouvement d'indignation et aux résolutions menaçantes prises par les ouvriers socialistes.

Le tribunal suprême de l'Etat, le « suprême court, » a déclaré que le procès fait au chef du parti des ouvriers de Californie est illégal du commencement jusqu'à la fin.

« Le caractère lâche des grands journaux soi-disant «respectables,» se révèle clairement par le silence qu'ils ont observé sur cet « acquittement, » dit le *N. J. Volkszeitung* (Journal du peuple de N. J). Quand Kearney se trouvait accusé, ces feuilles ne tarissaient pas en dissertations sur le respect dû aux lois, à l'ordre et à la justice, et n'avaient pas assez d'invectives pour blâmer « la violence et l'illégalité. » Maintenant ils cachent leur honte sous le masque des hypocrites : le silence.

Le jour de la délivrance du célèbre agitateur, une foule immense s'est portée aux portes de la prison, et une manifestation grandiose s'est produite quand Kearney apparut: malgré lui il a été porté en triomphe, rien n'a manqué à la manifestation : musiques, coups de fusils, acclamations, etc.

Un meeting monstre, composé de plus de dix mille citoyens, a protesté contre la détention dont Kearney a été victime.

Les sympathies des Américains pour les Irlandais se manifestent sous diverses formes. Divers orateurs, Parnell, Davik, Jurgusson, ont prononcé des discours chaleureux en faveur des prolétaires d'Irlande.

Le discours de Kearney, très court, a été accueilli avec un grand enthousiasme.

—Les tapissiers de *New-York*, en nombre de 150 sont en grève pour cause d'augmentation des salaires. — Les cigariers de *Troy* (New-York) réclament une augmentation de 1 dol. par mille ; en cas de refus ils cesseront le travail. Les usines de fer dans l'ouest de *Pensylvania* sont fermées ; il y a 850 haut-fourneaux dans cette localité et il s'agit encore d'une demande d'augmentation des salaires. Le nombre total des ouvriers en grève est à peu près de 22,000. — Il y a une grève dans les fonderies de *Kenington* (Pensylvania) ; elle est produite par la même cause ; 1,200 hommes restent sans travail. — A *Pittsburg* (Pensylvania) a éclaté une grève encore plus considérable par le nombre des grévistes. Tous les puddleurs, au nombre de 1,500, demandent une augmentation des salaires ; les patrons ont refusé de consentir à cette élévation et toutes les fabriques se sont fermées, de sorte que 50,000 ouvriers de toutes professions restent sans travail. On s'attend à ce que les puddleurs des autres usines des villes de l'Etat fassent de même.

La grève sera donc monstre et depuis longtemps la situation n'aura été aussi grave.

Les ferblantiers de *Ballimore* (Maryland) ont cessé leur travail. Ils demandent une augmentation pendant l'été pour avoir la possibilité de vivre pendant la morte saison en hiver. Le succès est probable. — Les cordonniers de *Lynn* (Massachussetts sont en grève pour cause d'augmentation de salaires. — Tous les employés des laminoirs à *Covington* et *Newport* (Ohio), au nombre de plusieurs milles, se sont mis en grève, par suite de la grève des puddleurs, — A *Providence* (Rhode Island) neuf grévistes ont été arrêtés pour avoir apporter des entraves à « la liberté du travail ». — A *Chicago*, le nombre des grévistes dans les laminoirs s'est doublé.

On le voit, que ce soit dans la République française ou dans l'Empire d'Allemagne, dans le royaume d'Italie ou dans la République fédérale des Etats-Unis, le sort des ouvriers est le même : la forme

politique du gouvernement ne modifie en rien la situation des producteurs.

—Nous avons déjà publié le préambule du programme du parti socialiste ouvrier américain. Voici maintenant la partie de ce programme qui traite plus spécialement des revendications immédiate :

I. Fixation de la journée légale de travail à 8 h; punition sévère de toute contravention.

II. Examen sanitaire de tous les ateliers, domiciles et comestibles des ouvriers.

III. Etablissement des bureaux statistiques-ouvriers dans tout les états; administrateurs élus par la nation.

IV. Interdiction de l'exploitation du travail des prisonniers au profit des personnes privées.

V. Interdiction du travail des enfants dans les entreprises industrielles avant 14 ans.

VI. Promulgation d'une loi sur l'instruction obligatoire jusqu'à 14 ans; matériel scolaire livré aux écoles gratuitement par l'État.

VII. Interdiction du travail des femmes dans les établissements où sa présence est nuisible à sa santé et à la morale.

Egalité des salaires pour les deux sexes.

VIII. Responsabilité des patrons à l'égard des accidents dans tous les cas où ils seront le résultat de leur négligence.

IX. Lois obligeant les capitalistes à payer leurs ouvriers chaque semaine.

X. Abolition de toutes les lois contre le droit des ouvriers de se mettre en grève et d'exciter à la grève.

XI. Justice gratuite.

XII. Transformation de tous les impôts indirects en un impôt progressif.

XIII. Transmission de l'administration et de l'exploitation de toutes les institutions financières, comme les banques, les établissements de crédit, etc., à l'Etat.

XIV. Abolition de toutes les lois qui ont pour but de restreindre le droit électoral du peuple.

XV. Institution d'une législation directe par le peuple, du droit de proposition et de rejet, ainsi que le système électoral proportionnel.

XVI. Démission de tous les députés qui n'agissent pas suivant l'intérêt et les instructions de leurs mandants.

— Une délégation des houilleurs s'est rendue auprès du président Hayes, pour lui demander de vouloir bien faire exécuter les reglements qui interdisent dans les fabriques de faire travailler les ouvriers au-delà d'un certain nombre d'heures déterminé.

Italie. — Notre amie, la vaillante Anna Koulichoff, arrêtée avec Costa, comme on sait, a été transportée de la prison de Milan à la maison de détention de Bologne. L'autorité n'ayant pu trouver dans la première ville les éléments d'un procès va essayer de trouver des prétextes dans la seconde, où elle a en effet participé à l'organisation de plusieurs réunions.

Quant à Costa, il attend en cellule sa comparution devant les assises pour un article publié par la *Plèbe*, article dont il est l'auteur, mais pour lequel le gérant de l'intéressant organe milanais a déjà été acquitté.

Le ministère de Cairoli l'apostat est en veine de procès socialistes. Il espère sans doute effrayer ou décourager les socialistes italiens. Il devrait pourtant savoir par sa propre expérience, que la persécution ne sert à rien.

A Florence, les citoyens Serautoni et Bigatti viennent d'être condamnés à trois mois de prison et un an de surveillance pour « propagande socialiste. »

Un nouvel organe révolutionnaire socialiste va paraître à Naples, titre : *Il Movimento sociale.*

— Voici le texte de la résolution prise par la « Fédération socialiste florentine » au sujet de l'agitation électorale, question qui préoccupe les socialistes de tous les pays et qui semble être résolue définitivement partout dans le sens de l'intervention :

«Nous devrons prendre part à cette agitation, en nous en servant comme d'un moyen de propagande des idées socialistes, dès que nous aurons été reconnus électeurs par l'Etat, et que nous pourrons prendre directement part à l'action légale. Nous sommes complètement d'accord sur l'intervention immédiate de toutes les forces vives de la Fédération, dès que le droit de vote nous aura été concédé. Si nous ne désirons ni ne pouvons former un parti à la Chambre, au moins nos candidats serviront de protestation contre le système qui nous opprime, de moyen d'agitation légale, qui, ne pouvant pas être contrecarrée par l'action gouvernementale, élargira le champ scientifique de nos théories, fera pénétrer les rayons vivifiants de la propagande jusque dans les coins les plus sombres et les plus ignorants du prolétariat. »

Russie. — C'est dans une proportion absolument dérisoire que la peine prononcée par la cour martiale contre les onze accusés du procès Veimar a été réduite. — Ce qu'il y a eu de significatif dans le procès c'est l'attitude du ministère public.

L'un des accusés, Labouroff (pseudonyme) était accusé d'avoir « appartenu au parti socialiste révolutionnaire; » on avait trouvé chez lui des brochures, journaux, cachets et passeports ; c'était bien. — Mikaïloff, au contraire, n'avait absolument rien chez lui : on l'accusait seulement d'avoir loué la voiture ayant servi à la fuite de l'exécuteur du général Mezentzoff; rien ne prouvait cette accusation; un seul témoin, le colonel Makaroff, affirmait le reconnaître. Pas d'autre preuve.

Et cependant les « juges » n'ont pas hésité à les condamner tous deux à la peine de mort.

Les journalistes n'ont pas été admis aux audiences de la cour martiale. On ne doit d'ailleurs pas trop le regretter car la conduite de la presse, dans le compte-rendu de tous les procès politiques, a été aussi odieuse que révoltante.

VARIÉTÉS

LE DROIT A LA PARESSE

RÉFUTATION DU « DROIT AU TRAVAIL » DE 1848

*Dédié à mes collaborateurs de l'*ÉGALITÉ

Chers camarades,

Alertes et pleins d'ardeur nous sommes partis en guerre contre la société capitaliste qui écrase l'ouvrier, comme la meule le grain. Les bourgeois, nos maîtres, ces fils dégénérés des Rabelais, des Diderot, prêchent l'abstinence. Leur morale capitaliste, piteuse parodie de la morale divine, a frappé d'anathème les passions humaines; leur idéal est la transformation du producteur en une machine délivrant du travail sans trêve ni merci. — Relevons le drapeau des matérialistes de la Renaissance et du dix-huitième siècle, proclamons à la face de tous les cafards, de tous les coutards de l'église économique et de l'église chrétienne que la terre ne doit plus être une vallée de larmes pour la classe ouvrière, que dans le milieu social que nous créérons « pacifiquement, s'il est possible, sinon violemment » toutes les passions de l'homme auront libre jeu, car « toutes sont bonnes de leur nature; nous n'avons rien à éviter que leur mauvais usage et leurs excès » (DESCARTES, les Passions de l'âme.) *Et pour éviter leur mauvais usage et leur excès, il faut les contrebalancer les unes par les autres, en les développant toutes.*

Les Gambetta, les Gallifet, les Bonnet, les Rothschild, ces parangons de vertus, braieront à l'immoralité, tant mieux : quand nous serons les maîtres, nous leur appliquerons les douceurs de l'abstinence et du travail forcé qu'ils imposent à tous les producteurs.

Hardi! mes amis, montons à l'assaut de la morale et des théories sociales du capitalisme; que notre critique démolisse les préjugés bourgeois, en attendant que notre action révolutionnaire bouleverse la propriété bourgeoise.

En guerre! en guerre! Camarades, la tâche est longue et le temps nous talonne!

PAUL LAFARGUE.

Une étrange folie possède les classes ouvrières de toutes les nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traine à sa suite toutes les misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent l'espèce humaine. Cette folie, c'est la passion du travail, la passion furibonde du travail, allant jusqu'à l'épuisement des forces vitales dans l'individu et dans sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes ont sacro sanctifié le travail. Hommes aveugles et bornés, ils ont voulu être plus sages que leur Dieu ; hommes faibles et méprisables, il ont voulu réhabiliter ce que leur Dieu avait maudit. Moi qui ne professe d'être ni chrétien, ni économe, ni moral, j'en appelle de leur jugement à celui de leur Dieu, des prédications de leur morale religieuse, économique, libre-penseuse, aux épouvantables conséquences du travail dans la société capitaliste.

Dans toute société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique. Comparez le pur sang des écuries du comte Lagrange, servi par une valetaille de bimanes, à la lourde brute des fermes normandes, qui laboure, chariote le fumier, engrange la moisson Regardez le noble sauvage que les missionnaires du commerce et les commerçants de la religion n'ont pas encore corrompu par le christianisme, la syphilis et le dogme du travail, et regardez après nos misérables servants de machines.

Quand dans notre triste Europe on veut retrouver une trace de la beauté native de l'homme, il faut aller la chercher chez les nations où les préjugés économiques n'ont pas encore détruits la haine du travail. L'Espagne qui, hélas! dégénère, peut encore se vanter de n'avoir qu'une exportation nominale, de posséder moins de fabriques que nous de prisons et de casernes, mais l'artiste se réjouit en contemplant le hardi Andaloux, brun comme des castagnes, droit et flexible comme une tige d'acier; et le cœur de l'homme tressaille en entendant le mendiant, superbement drapé dans sa *capa* trouée, traiter des ducs d'Ossuna d'*amigo*. Pour l'Espagnol chez qui l'animal primitif n'est pas encore atrophié, le pire des esclavages est le travail. Les Grecs de la période classique n'avaient, eux aussi, que mépris pour le travail, aux esclaves seuls il était permis de travailler : l'homme libre ne connaissait que les exercices corporels et les jeux de l'intelligence. C'était aussi le temps où l'on marchait et respirait dans un peuple d'Aristote, de Phidias, d'Aristophane; c'était le temps où une poignée de braves écrasait, à Marathon, les hordes de l'Asie, qu'Alexandre allait bientôt conquérir. Tous les poètes de l'antiquité ont chanté la paresse, ce présent des dieux,

O Melibœe, Deus, nobis hœc otia fecit (1).

Christ, dans son discours sur la montagne, a prêché la paresse : « Contemplez la croissance des lis des champs, ils ne travaillent ni ne filent, et cependant, je vous le dis, Salomon, dans toute sa gloire, n'a pas été plus brillamment vêtu. » (*Mathieu*, chap. VI.) — Le vieux Jehovah lui-même a donné à ses adorateurs le suprême exemple de la paresse idéale; après six jours de travail il se repose pour l'éternité.

Par contre, quelles sont les races pour qui le travail est une nécessité organique ? les Auvergnats; les Ecossais, ces Auvergnats des îles britanniques ; les Gallegos, ces Auvergnats de l'Espagne; les Poméraniens, ces Auvergnats de l'Allemagne; les Chinois, ces Auvergnats de l'Asie Dans notre société, quelles sont les classes qui aiment le travail pour le travail ? Les paysans propriétaires, les petits bourgeois, les uns courbes sur leurs terres, les autres dans leurs boutiques, se remuent comme la taupe dans sa galerie souterraine, sans jamais se redresser pour regarder à loisir la nature.

Et cependant, le Prolétariat, la grande classe qui embrasse toutes les nations civilisées, la classe qui, en s'émancipant, émancipera l'humanité du travail servile, et fera de l'animal humain un être libre; le Prolétariat, trahissant ses instincts, méconnaissant sa mission historique, s'est laissé pervertir par le dogme du

(1) O Melibé, un Dieu nous a donné cette oisiveté. — VIRGILE, *Bucoliques*.

travail. Rude et terrible a été son châtiment. Toutes les misères individuelles et sociales n'ont d'autre origine que sa passion pour le travail.

* *
*

En 1770, parut, à Londres, un écrit anonyme, (*An essay on trade and commerce*), qui fit à l'époque un certain bruit. Son auteur, grand philanthrope, s'indignait de ce que « notre plèbe manufacturière s'est mise dans la tête l'idée fixe, qu'en qualité d'Anglais, tous les individus qui la composent ont, par droit de naissance, le privilége d'être plus libres et plus indépendants que les ouvriers de n'importe quel autre pays de l'Europe. Cette idée peut avoir son utilité pour les soldats dont elle stimule la bravoure, mais moins les ouvriers des manufactures en sont imbus, mieux cela vaut pour eux-mêmes et pour l'Etat. Des ouvriers ne devraient jamais se tenir pour indépendants de leurs supérieurs. Il est extrêmement dangereux d'encourager de pareils engouements dans un Etat commercial comme le nôtre, où peut-être les sept huitièmes de la population n'ont que peu ou pas de propriété. La cure ne sera pas complète tant que nos pauvres de l'industrie ne se résigneront pas à travailler six jours pour la même somme qu'ils gagnent maintenant en quatre. » Près d'un siècle avant Guizot, on prêchait ouvertement à Londres le travail comme un frein aux nobles passions de l'homme. « Plus mes peuples travailleront moins il y aura de vices, écrivait d'Osterode, le 5 mai 1807, Napoléon. Je suis l'autorité.... et je serais disposé à ordonner que le dimanche, passé l'heure de soffices, les boutiques fussent ouvertes et les ouvriers rendus à leur travail. » Pour extirper la paresse et courber les sentiments de fierté et d'indépendance qu'elle engendre, l'auteur de l'*Essay on trade*, etc. proposait d'incarcérer les pauvres dans des maisons idéales de travail (*ideal workhouses*) qui deviendraient « des maisons de terreur où l'on ferait travailler 14 heures par jour, de telle sorte que le temps des repas soustrait, il resterait 12 heures de travail pleines et entières. »

Douze heures de travail par jour, voilà l'idéal des philanthropes et des moralistes du dix-huitième siècle. Que nous avons dépassé ce *nec plus ultra*. Tous les ateliers modernes sont devenus des maisons idéales de correction, où l'on incarcère les masses ouvrières, où l'on condamne au travail forcé pendant douze ou quatorze heures, non seulement les hommes, mais les femmes et les enfants! (1) Et dire que les fils des héros de la Terreur se sont laissés dégrader par la religion du travail au point d'accepter, après 1848, comme une conquête révolutionnaire, la loi qui limitait à onze heures le travail dans les fabriques, et ils proclamaient, comme un principe révolutionnaire, le *Droit au travail*. Honte au Prolétariat français! des esclaves seuls eussent été capables d'une telle bassesse. Il faudrait vingt ans de civilisation capitaliste à un grec des temps héroïques pour concevoir un tel avilissement.

Et si les douleurs du travail forcé, si les tortures de la faim se sont abattues sur le Prolétariat, plus nombreuses que les sauterelles de la Bible, c'est lui qui les a appelées.

Ce travail, qu'en juin 1848 les ouvriers réclamaient les armes à la main, ils l'ont imposé à leurs familles; ils ont livré, aux barons de l'industrie, leurs femmes et leurs enfants. De leurs propres mains, ils ont détruit leur foyer domestique, de leurs propres mains ils ont tari le lait de leurs femmes; les malheureuses, enceintes, et allaitant leurs petits, ont dû aller dans les mines et les manufactures tendre l'échine et épuiser leurs nerfs; de leurs propres mains ils ont brisé la vie et la vigueur de leurs enfants. — Honte aux prolétaires! Où sont ces commères dont nous parlent nos fabliaux et nos vieux contes, hardies aux propos, franches de la gueule, amantes de la dive bouteille? où sont ces luronnes, toujours trottant, toujours cuisinant, toujours causant, toujours semant la vie, en engendrant la joie, enfantant sans douleurs des petits sains et vigoureux?... Nous avons aujourd'hui les filles et les femmes de fabrique, tristes fleurs aux pâles couleurs, au sang sans rutilance, à l'estomac délabré, aux membres alanguis!... Elle n'ont jamais connu le plaisir robuste et ne sauraient raconter gaillardement comment l'on cassa leur coquille! Et les enfants ? — Douze heures de travail aux enfants! O misère! — Mais tous les Jules Simons de l'Académie des sciences morales et politiques, tous les Germinys de la jésuiterie, n'auraient pu inventer un vice plus abrutissant pour l'intelligence des enfants, plus corrupteur de leurs instincts, plus destructeur de leur organisme, que le travail dans l'atmosphère viciée de l'atelier capitaliste. (*A suivre.*)

(1) Au premier Congrès de bienfaisance, tenu à Bruxelles en 1857, un des grands manufacturiers de Marquette, près de Lille, M. Scrive, aux applaudissements des membres du Congrès, racontait, avec la noble satisfaction d'un devoir accompli : « Nous avons introduit quelques moyens de distraction pour les enfants. Nous leur apprenons à chanter pendant le travail, à compter également en travaillant; cela les distrait et les fait accepter avec courage *ces douze heures de travail qui sont nécessaires pour leur procurer des moyens d'existence.* » Douze heures de travail, et quel travail! imposé à des enfants qui n'ont pas douze ans! — Les matérialistes regretteront toujours qu'il n'y ait pas un enfer pour y cloner ces chrétiens, ces philanthropes, bourreaux de l'enfance!

BIBLIOGRAPHIE

LES GRANDES DATES DU SOCIALISME, JUIN 1848, PAR V. MAROUCK (1).— Développer, par tous les moyens, l'instruction et l'éducation des prolétaires cet œuvre nécessaire, urgente, leur faire toucher du doigt — en la mettant à nu — la misère qui les étreint, leur faire connaître ses causes, leur indiquer le remède efficace, c'est leur faire entrevoir l'avenir, c'est les mettre sur la voie qui les conduira vers leur complet affranchissement.

Insister sur le présent pour en déduire l'avenir, doit être le travail de propagande, l'action incessante, tenace, envers et contre tout et tous.

Mais, à côté, un autre travail est nécessaire : Redire leur passé, faire l'histoire de leur classe.

Autant l'histoire sophistiquée, fantaisiste, dénaturée à plaisir est malsainé, autant l'histoire vraie, franche, est saine et féconde. Autant l'historien menteur, hypocrite, timide est un être dangereux, autant l'historien sincère, loyal, courageux, humain, devient un aide puissant dans le travail de régénération sociale, alors surtout que — s'inspirant d'une méthode rigoureusement scientifique — il déduit des faits et des événements du passé des conclusions logiques.

L'évolution des hommes et des idées est lente, elle s'accomplit à travers les âges, frayant sa marche progressive dans une voie hérissée d'obstacles et d'entraves. Entre toutes, l'évolution de la classe travailleuse est la plus douloureuse ; il semble que la gestation de son avenir est d'autant plus pénible que l'enfantement sera plus fécond, plus important par ses résultats, plus laborieux. Cette évolution constitue la tradition glorieuse et terrible du peuple des pauvres et des exploités, elle se traîne à travers toutes les oppressions, toutes les misères et parfois elle surgit, brutale, farouche, héroïque, domine l'histoire du passé, en occupe le point culminant; à divers moments elle s'active, et, soudain, elle se transforme, de pacifique et timide, elle devient violente, hautaine, révolutionnaire. Çà et là dans le passé les explosions de la misère broient et renversent les obstacles, et il semble que la victoire va être définitive. Non, la défaite survient.

Ces luttes et ces défaites ne sont pas l'arrêt complet, ce sont des étapes de la Révolution, elles constituent la tradition de la classe qui a inscrit sur son rouge drapeau : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant.*

Une de ces étapes, une des plus grandes sans conteste, est l'insurrection de *Juin* 1848, tronquée à plaisir, falsifiée ou amoindrie par les historiens bourgeois coalisés.

Notre ami et collaborateur V. Marouck a entrepris de reconstituer cette grande page de l'histoire des travailleurs. Il a complètement réussi. S'entourant de tous les documents, livres, journaux, histoires diverses, il a refait, jour par jour, heure par heure, la bataille, après en avoir recherché soigneusement les causes. Tout s'y trouve. A côté de la magnanimité des ouvriers parisiens mettant trois mois de misère au service de la République, il a dépeint, en reproduisant leurs faits et gestes, l'hypocrisie, les mensonges impudents, les inepties, les trahisons du gouvernement provisoire. Il a décrit et serré de près cette nouvelle évolution de la classe propriétaire, toujours en quête des moyens propres à sauvegarder ses richesses, ses moyens d'exploitation. Sans pitié, il a fouaillé tous les politiciens qui savent adroitement troubler les situations pour y pêcher tout à leur aise les pouvoirs, les honneurs, les profits convoités par leurs ambitions insatiables. Et, après, il a raconté dans tous ses détails la lutte des trois journées, le courage des combattants ouvriers, la haine des bourgeois, leur répression impitoyable, leurs massacres sanglants.

Deux sentiments l'ont guidé dans l'élaboration de son œuvre : L'amour de la vérité d'abord, l'amour de la justice ensuite.

La vérité lui a fait rechercher des documents irréfutables.

La justice lui a fait un devoir de flétrir les hommes qui s'associèrent par ambition ou par lâcheté au boucher Cavaignac, et dont quelques uns aujourd'hui, on ne sait par quelle aberration de l'esprit, sont encore les idoles des travailleurs. La justice lui a fait un devoir de relever une à une les calomnies infâmes lancées par les vainqueurs contre les vaincus.

Dans un style sobre, sévère, mais d'une énergie véritablement empoignante, il fait revivre cette époque de lutte et de défaite et, après avoir fait l'étude des faits, il tire des conclusions absolument conformes aux théories socialistes révolutionnaires qui groupent aujourd'hui les travailleurs en un parti distinct de tous les partis bourgeois.

Juin 1848 est un livre qui doit trouver sa place partout où il y a un salarié, c'est-à-dire un esclave. Les leçons du passé sont toujours utiles. Mises à profit, elles peuvent prévenir bien des erreurs et activer la marche ascendante de ceux qui veulent voir cesser leur exploitation. A côté des pages de désespoir sont les pages d'espérance propres à relever les cœurs et à affermir les caractères. Enfin, pour terminer cette étude générale, nous ne pouvons mieux faire qu'en citer un extrait caractéristique :

« Le prolétariat a compris enfin la nécessité de « s'organiser en parti distinct, de rompre avec tous « les vieux partis bourgeois, qu'ils soient monar- « chistes, libéraux, républicains, radicaux ou révo- « lutionnaires. Trop longtemps, il a été dupé par « les belles phrases des « illustres historiens» «de « vaillants tribuns » et des non moins « vaillants « journalistes » de la classe possédante et gourve- « nante.

« Un prolétariat conscient et organisé, un pro- « létariat connaissant son *histoire* n'eût certes pas « attendu jusqu'à ce jour, pour s'éloigner, plein de « mépris et de haine, de tous ces « illustres » et de « tous ces «vaillants. » Le prolétariat s'il eût connu « son *histoire*, n'aurait pu oublier qu'en Juin 1848, « tous les lugubres fantoches du radicalisme et du « révolutionnarisme bourgeois avaient, avec un « touchant ensemble participé à son écrasement.

« Mais il n'est jamais trop tard pour apprendre, « prolétaires! Et le mal sera bien vite réparé, si « vous savez mettre à profit les leçons de l'his- « toire. »

(1) Un beau vol. in-18 elzévir. Prix : 2 fr. Librairie du Progrès, 11, rue Bertin-Poirée et chez Dervaux, 32, rue d'Angoulême. Les lecteurs et abonnés de l'*Egalité* recevront ce volume sur demande adressée à l'administration et accompagnée de 1 fr. 50.

Réunion privée le dimanche 27 juin à une heure *très-précise*, salle des Ecoles, rue d'Arras, 3. Ordre du jour : 1° De l'élaboration, d'un programme socialiste commun; 2° Election d'une Commission de rédaction du dit programme.

Il sera perçu 20 cent d'entrée pour frais de salle.

La Commission de révision des statuts nommée dans l'assemblée générale du dimanche 9 mai dernier, convoque toute la corporation des ferblantiers en général en assemblée générale pour le dimanche 27 juin 1880, à midi précis, salle Diderot, rue des Arquebusiers (ancienne rue du Harlay, au Marais).

Devant l'importance de cette réunion et des résolutions qui y seront prises, tous les ouvriers ferblantiers sont instamment priés d'y assister.

Ordre du jour : Lecture du procès-verbal de la dernière séance. Lecture, discussion et adoption des nouveaux statuts

GALERIE SOCIALISTE

OSSINSKY et ANTONOFF

Valérien Ossinsky a été un des membres les plus actifs du mouvement socialiste russe auquel il se consacra entièrement.

Après l'établissement du comité exécutif en 1877, Ossinsky quitta St-Pétersbourg pour Kiew où, grâce aux poursuites incessantes de la police, les sociétés révolutionnaires étaient absolument désorganisées. Ce fut lui qui, par son ascendant, réussit à les réorganiser et à rallumer leur énergie.

Ceux qui l ont fréquenté n'oublieront jamais cette nature sympathique, vive, aventureuse, ne connaissant aucun obstacle Il fut arrêté dans l'hiver de 1877 avec deux de ses amis : Sophie Leschern de Herzfeld, fille du lieutenant-général de Herzfeld, qui appartenait au mouvement depuis 1873, époque à laquelle elle fut condamnée, avec 193 personnes, à quatre ans de prison, et Wolochensko, autre membre influent du parti.

La cour militaire de Kiew jugea Ossinski et ses deux amis le 5 mai 1879. Les seules preuves qui permirent de prononcer contre eux la peine de mort furent obtenues par des moyens si odieux que le gouvernement n'osa pas publier un compte-rendu du procès.

OSSINSKY

ANTONOFF

Ossinsky fut accusé d'appartenir au parti socialiste et d'avoir attenté à la vie d'un officier de gendarmerie. Le premier fait parut démontré par ses relations avec divers socialistes ; le second parce que, étant en prison et ayant rencontré un officier, il avait ouvert son pardessus et mis la main dans la poche de son pantalon. Il fut, il est vrai, trouvé en possession d'un revolver, mais ce revolver était dans une boîte fermée à clef. Et ces preuves suffirent.

Sophie Leschern de Herzfeld également accusée de tentative d'assassinat d'un officier de police sur lequel elle avait fait feu mais qu'elle avait manqué, fut, ainsi que Ossinsky, condamnée à être fusillée. Leur ami Wolochensko en fut quitte pour dix ans de travaux forcés.

Le gouverneur général « commua » les peines des deux premiers : Ossinsky fut condamné à être pendu et Sophie aux travaux forcés à perpétuité.

Deux jours après, Ossinsky et deux autres socialistes, Brantner et Antonoff, furent conduits sur le lieu d'exécution.

L'exécution d'Ossinsky fut particulièrement cruelle, car on arrangea le nœud de façon qu'après la pendaison il se débattit pendant trente-cinq minutes. Quand les trois suppliciés furent morts, on coupa les cordes et les corps tombèrent, garrottés, dans des fosses creusées sous les potences. On combla les fosses et les soldats défilèrent sur les cadavres, musique en tête.

La vieille mère d'Ossinsky et sa sœur, petite fille de 13 ans, vinrent à Kiew pour le voir une dernière fois, elles furent arrêtées. On relâcha la mère après l'exécution, mais la pauvre petite fut amenée à Rostoff, à 500 milles de Kiew, où on finit par la mettre en liberté.

Antonoff, né en 1852 et pendu à Kiew le 14 mai 1879 avec Ossinsky, fut jugé en même temps que Mokrievitsch et autres.

Lorsqu'on l'arrêta, dans la rue, il déchargea son revolver sur les gendarmes et en blessa un. Ce fut le seul fait qu'on pût prouver contre lui.

Pendant son procès, et durant l'emprisonnement préventif, il refusa toujours de dévoiler son véritable nom, et, avant sa mort, il exprima à ses amis le désir qu'on ne le révélât point. Il nous est donc interdit de donner sur lui le moindre détail biographique, mais nous pouvons dire que, depuis plusieurs années, il avait travaillé pour la cause à laquelle il s'était voué et pour laquelle il mourut en héros.

L'ADMINISTRATION
aux porteurs de parts du journal

L'administration de L'ÉGALITÉ, *désirant établir une situation exacte des parts de propriété du journal, a pris la décision suivante :*

Chaque dépositaire de parts doit immédiatement opérer la rentrée de celles NON SOUSCRITES *qu'il a confiées à d'autres citoyens.*

Chaque citoyen qui a des parts NON SOUSCRITES *doit les remettre à celui qui les lui a confiées.*

Chaque porteur de PARTS SOUSCRITES *doit adresser les numéros de ces parts à l'administration du journal.*

Chaque porteur de PARTS SOUSCRITES *et* NON SOLDÉES *doit en effectuer le paiement également à l'administration du journal.*

Nous comptons sur le concours de nos amis et adhérents pour nous aider dans l'accomplissement de cette tâche.

L'administration.

Petite correspondance

—*Les associations, groupes et cercles ouvriers* sont invités à nous faire connaître les jours et heures de leurs réunions, soit administratives, soit générales, ainsi que les conférences ou fêtes qu'ils organisent.

Toutes les communications doivent nous être parvenues au plus tard le dimanche, dans nos bureaux à Saint-Cloud, et le lundi matin à l'imprimerie, 22, rue de l'Abbaye, à Paris.

Reims.— *Cit. Daudet.* Le mieux est de prendre un abonnement de 6 mois.

Brest — Les parts de l'*Egalité* souscrites par les socialistes de Brest ont été versées avant l'apparition du journal.

Paris. — Propagande socialiste. Rentré liste, n° 11, par citoyen Casabianca, 4 fr. 50.

Marseille. — Cit. Mazade. Il y a un catéchisme socialiste, par Jules Guesde, chez Kistemaeckers à Bruxelles Reçu 50 cent. pour expulsés.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE SOCIALISTE. — Le citoyen Lecourtois, courtier en librairie, offre de suite, à toute personne qui en fera la demande, et à raison de *cinquante centimes* par semaine, le compte rendu *in extenso* du *Congrès ouvrier de Marseille*, formant un beau vol. de 800 à 850 pages ; — et à raison de 1 franc, toutes les publications ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire* et à la littérature générale.

S'adresser franco au citoyen Lecourtois, 11, rue Bertin-Poirée.

LE PROLÉTAIRE du 19 juin (n° 90). Sommaire : — Jugement. — Les Grèves (A.-Lavy). — L'Agence Tirard et Barberet ou le Triomphe des Sarrasins (A. Leroy.)— Constitution du Tribunal arbitral des Sociétés ouvrières.— Trinquet et Gambetta (A. Lavy) — Correspondance étrangère. —Congrès régional ouvrier de Bordeaux. — Matérialisme et libre pensée (groupe d'études sociales à Bordeaux). — Correspondence. — Avis et communications.

LE TRAVAIL. Sommaire du 3e numéro — La Question chinoise (E. Vaugham). — Le Congrès socialiste universel (P. Brousse). — L'avènement du prolétariat (Maria). — L'Industrie horlogère et les horloges pneumatiques (P. Brousse). — Mère Blanche (L. Cladel). — Nouvelles de l'extérieur.— Communications officielles du *Club*.

LA REVUE SOCIALISTE du 14 juin (n° 8). Sommaire : — De l'excès de travail et de l'insuffisance de l'alimentation dans la classe ouvrière (Dr De Paepe). — Le socialisme officiel sous la commune (V. Marouck) — Les communautés américaines (suite) les Shakers (E. Péron). — Les dernières grèves et leur signification (F. Borde). — Une fille e prolétaire suite (Mme Kautski).— Bibliographie et divers.

Administration et Rédaction : 28, rue Royale, à Saint-Cloud. Abonnements (2 numéros par mois) : 1 an, 10 fr. — 6 mois, 5 fr. — 3 mois, 2 fr. 50.

L'ORDRE SOCIAL Revue mensuelle scientifique et littéraire. A. Ghio, éditeur, Paris; librairie de l'Ordre Social (Zurich). Sommaire du n° 6 (Juin 1880). — Cabet (E. Léonce). — L'alliance du travail et du capital, (Agathon de Potter). — La femme en Italie (André Léo). — Les tendances de la littérature au XIXe siècle (Emile Kapp). — Causeries scientifiques (la rédaction). — Chimie. — Corps simples et corps composés (J. C. Ducommun)

Prix d'abonnement : Un an : fr. 10 ; trois mois : fr. 2,50 le numéro fr. 1.

LA RIVISTA INTERNAZIONALE DEL SOCIALISMO. — Revue mensuelle, Milan, Bignami, éditeur, corso Venezia 5. Sommaire du 14 juin (n° 2) : Les unions libres, (Eugénie Pierre). — Les massacres de mai (Emile Massard). — De l'excès du travail et de l'insuffisance de l'alimentation (De Paepe). — Bibliographie. — La quintessence du socialisme (Andréa Costa). — Publications et journaux socialistes.

Prix d'abonnement : Un an 6 fr. six mois 3,50. Le numéro 0,50 c.

LES GRANDES DATES DU SOCIALISME

JUIN 1848

Par Victor MAROUCK

RÉDACTEUR DE *L'ÉGALITÉ*.

Un beau volume in-18 elzévir. — Prix : 2 francs.

Cet ouvrage est le plus complet qui ait été publié sur l'insurrection prolétarienne de Juin 1848.

PRIME aux abonnés et aux lecteurs de l'ÉGALITÉ et de la REVUE SOCIALISTE.

Le gérant : E.-J. FOURNIÈRE.

Paris. — Imprimerie de l'*Égalité*, Fournière, imprimeur, 22, rue de l'Abbaye.